

Regard sur quatre projets d'agriculture biologique

soutenus par le
Trade for Development Centre



Formation en agriculture biologique dans le nord du Vietnam © Ecolink

L'agriculture biologique permet de produire de la nourriture en prenant soin des sols et de la biodiversité, en évitant les méthodes dommageables pour l'environnement et la santé humaine. Le Trade for Development Centre (TDC) apporte un soutien financier à une dizaine de projets qui s'engagent dans cette voie. Nous en avons retenu quatre : deux jeunes organisations et deux organisations faîtières nationales aux états de service ne datant pas d'hier. Nous commencerons par la Tanzanie pour rejoindre l'Ouganda en passant par le Vietnam et la Bolivie.

“Bio” et certifiée

Au cours du siècle dernier, l'agriculture s'est très rapidement transformée en un système de production alimentaire industriel impliquant de très nombreux intrants chimiques, mais réalisant aussi un score dramatique sur le plan de la durabilité. Cette soi-disant « révolution verte » s'est longtemps moquée de l'agriculture « bio », considérée comme un vestige du temps de nos grands-mères. Aujourd'hui toutefois, il y a une prise de conscience que le « bio » peut jouer un rôle important pour résoudre des problématiques majeures telles que la dégradation des sols, la pénurie d'eau ou le réchauffement climatique. D'autres préjugés, comme le fait que sa productivité serait faible, sont également de plus en plus mis à mal.

Selon l'IFOAM, la coupole internationale des organisations d'agriculture biologique (International Federation of Organic Agriculture Movements), « l'agriculture industrielle ne se propose pas de nourrir le monde, mais de maximaliser les profits. C'est pourquoi nous devons protéger les exploitants

familiaux, toujours responsables de plus de la moitié de la production alimentaire mondiale, et opter pour l'agriculture biologique. » Souvent, le terme de « biologique » est réduit à son acception : « certifié bio ». L'Europe ayant mis en place un cadre légal pour l'agriculture biologique au début des années 90, on dénombre aujourd'hui 82 pays disposant de systèmes de certification agréés et de labels destinés aux consommateurs. La réglementation se concentre exclusivement sur les critères écologiques, mais la majorité du mouvement « bio » prête aussi une attention croissante à la durabilité sociale et économique.

Aux yeux de l'IFOAM, tout agriculteur respectant ses quatre principes (santé, écologie, équité et précaution) est un agriculteur « bio ». Mais celui qui produit pour le marché – quel qu'il soit, marché local ou marché d'exportation – tire en général profit de la certification. Pour bon nombre d'organisations agricoles du Sud, cela ne constitue toutefois pas une étape évidente, faute de connaissances techniques ou de moyens financiers. Un solide coup de pouce est alors souvent le bienvenu.

Première étape : Tanzanie

Un bel exemple est **KIWATA** (Kikundi cha Wakulima wa Tangawizi), une association regroupant quelque 300 paysans du sud-est de la Tanzanie avec, comme cultures de rente, le gingembre et les haricots rouges. Seul, le groupe aurait du mal à réaliser une conversion vers une culture 100 % biologique, mais avec l'aide de l'ONG Rucodia, de l'organisation de coordination tanzanienne TOAM (Tanzanian Organic Agriculture Movement) et le soutien financier du TDC, ses membres sont aujourd'hui sur la bonne voie.

Le processus a commencé il y a quelques années, lorsque chaque village désigna une personne appelée à suivre une formation sur les techniques de culture biologique. Une personne qui pouvait ensuite transmettre les connaissances acquises aux autres villageois. Les connaissances théoriques ont ainsi été testées sur des champs d'essai sous la conduite de collaborateurs de Rucodia. Si la faiblesse des prix en 2012 a quelque peu ralenti le processus, la nette amélioration de la qualité a suscité un vif intérêt auprès des négociants en 2013. La productivité a augmenté de 20 % et le prix reçu par les paysans pour leur gingembre a quadruplé en l'espace de six mois.



Un membre de l'association KIWATA montre sa récolte de gingembre © KIWATA

Pas à pas

KIWATA semble donc bien partie, mais la route est encore longue. L'organisation est confrontée aux problèmes bien connus d'une organisation d'exploitants agricoles qui se développe : faiblesse des structures, moyens trop limités pour le transport et le stockage des récoltes, membres encore trop peu fidèles à l'organisation et pratiquant la vente directe, etc. « Mais un travail considérable est accompli pour assurer les étapes suivantes », explique Joseph Mhagama de Rucodia. « Nous avons vu des clients intéressés par des achats mensuels importants de gingembre. Actuellement, les exploitants de KIWATA ne sont pas encore capables de fournir ces volumes, mais le prolongement du projet TDC nous permet de mobiliser plus de producteurs, de dispenser davantage de formations et de rechercher des solutions aux problèmes logistiques. » Par ailleurs, KIWATA entend également finaliser le processus de certification bio pour le gingembre et les haricots rouges, ce qui permettra de les vendre en tant que produits bio sur le marché local.

Deuxième étape : Vietnam

Pour un deuxième exemple, nous mettons le cap sur l'Asie du Sud-Est. Au cours de la dernière décennie, le Vietnam

est certes rarement apparu dans les médias, mais, à l'instar de la Chine, le pays a lui aussi été confronté à d'importants scandales alimentaires. De plus en plus de consommateurs sont désormais conscients des effets négatifs liés à l'utilisation massive des pesticides dans l'agriculture. C'est dans ce contexte que fut créé Ecolink (Vietnam Ecological Linkage Company), une filiale de la société Hiep Thanh, en 2004. Depuis, Ecolink est devenu un véritable pionnier dans la recherche de modèles commerciaux pour la production biologique. En 2011, le TDC a décidé de soutenir un projet dans la commune de Tien Nguyen qui a été étendu, en 2014, à cinq autres régions dans les montagnes du nord du Vietnam.

Pionnier du "bio" ne manquant pas d'ambitions

Par ces projets, Ecolink prouve qu'elle a une vision à long terme. Celle-ci commence au niveau des exploitants, surtout dans les zones reculées principalement peuplées de minorités ethniques. La pauvreté y est grande, mais l'utilisation des pesticides y est moins massive qu'ailleurs. En passant à une culture 100 % biologique, en décrochant une certification bio et en essayant de se connecter sur le marché international du bio et de l'équitable, on permet aussi de proposer, sur le marché intérieur, des produits biologiques sûrs aux consommateurs inquiets.

À Tien Nguyen, plusieurs centaines de producteurs de thé ont été réunis avec le soutien financier du TDC. Cela a mené à la création d'une coopérative et à toute une série de cours et de formations au sein de la farmer fieldschool*. Outre la variété locale de thé (thé vert Shan), une attention toujours plus importante s'est aussi portée sur la plantation de gingembre entre les buissons de thé. Une pépinière de jeunes plants a ainsi été créée, de même qu'une installation pour le séchage et le traitement des feuilles de thé. En 2014, tout ce travail a été couronné par une double certification « bio » et « commerce équitable » pour le thé et le gingembre, alors qu'Ecolink concluait les premiers contrats avec des clients européens. Les autorités locales sont elles aussi totalement impliquées dans la démarche « bio ».



Pépinière de jeunes plants de thé © Ecolink

Créer un mouvement

Ecolink espère mener à bien le même processus dans les autres régions du pays, avec trois coopératives de producteurs de thé et une coopérative de producteurs de café. Cela devrait déboucher sur une disponibilité plus constante de produits bio plus nombreux et de meilleure qualité, et pour les exploitants, à une amélioration des prix et des chances de développement pour leurs communautés. Outre les contacts avec la clientèle internationale, un travail considérable est aussi effectué pour réaliser une percée sur le marché national. Ecolink compte parmi ceux qui ont porté sur les fonts baptismaux l'organisation de coordination vietnamienne pour l'agriculture biologique – pour laquelle l'exemple de Tien Nguyen a valeur de projet pilote – et le premier certificateur bio vietnamien (Mekong Cert).

Parallèlement, Ecolink travaille à la création d'un centre de formation pour l'agriculture biologique (An Phu Farm) et à la mise sur pied d'un marché écologique à Hanoi. « Tout se passe encore à une échelle modeste, avec des moyens très limités, et en luttant contre la bureaucratie et la méconnaissance du consommateur vietnamien », indique Than Dy Ngu, directeur de l'organisation. « Mais ce que nous essayons de réaliser, c'est la constitution d'un mouvement réunissant tous ceux qui travaillent dans l'agriculture biologique. »

Troisième étape : Bolivie

En Amérique du Sud, nous nous rendons dans un pays nettement plus avancé en matière d'agriculteurs bio. La création de l'AOPEB (Asociación de Organizaciones de Productores Ecológicos) y remonte à 1991. Aujourd'hui, cette organisation faîtière coordonne plus de 60 groupements de producteurs dans 9 départements. Ses années de lobbying ont amplement porté leurs fruits.

Le démarrage de BOLICERT en 1996 a réduit considérablement le coût de la certification bio pour l'exportation. L'agriculture biologique a été légalement reconnue en 2006 et six années plus tard, les autorités ont créé un cadre légal pour un système de garantie participatif (SGP). Il s'agit d'une forme de certification biologique dans laquelle les membres d'un groupement de producteurs se contrôlent mutuellement. Des membres locaux de l'organisation sont formés en tant qu'« évaluateurs », qui procèdent aux contrôles et documentent toutes les données, après quoi un contrôle annuel confié à un organisme de contrôle indépendant suffit. Le SGP est reconnu par l'IFOAM et permet aux groupements de petits producteurs de commercialiser leurs produits en tant que produits bio sur le marché intérieur.



AOPEB : stand de promotion de l'agriculture biologique © AOEPEB

Projet de suivi

Ces dernières années, le TDC a soutenu le démarrage d'un tel SGP dans cinq communes réparties dans tout le pays. Résultat : début 2014, 108 évaluateurs avaient été mis au travail et 942 familles avaient obtenu leur certificat. « La certification n'est qu'une première étape », reconnaît Adolfo Valdez Laguna, directeur de l'AOPEB. « Nous devons maintenant nous battre pour nous faire une place sur le marché et il s'est avéré ces dernières années que cela était loin d'être évident. Actuellement, nous misons résolument sur le circuit court, surtout via les marchés bio locaux. Les petits déjeuners scolaires représentent une autre opportunité. Le gouvernement bolivien souhaite offrir un repas sain aux enfants se rendant à l'école et les groupements de producteurs négocient avec les autorités locales les produits qu'ils peuvent proposer dans ce cadre. Ce sont là des expériences importantes aux-quelles nous entendons donner un maximum de chances de réussite. »

Quatrième étape : Ouganda

D'après les chiffres les plus récents de l'IFOAM tenant compte de la situation de 2013, l'Ouganda fait, avec 231.000 ha, figure de chef de file africain pour ce qui est des surfaces agricoles certifiées bio. Dans les rapports internationaux traitant de l'agriculture biologique, le pays est très souvent décrit comme une success story. L'explication doit en être cherchée dans l'existence d'un mouvement paysan fort qui, depuis les années 90, a aussi reçu un soutien appuyé de la part des autorités.

Ce qui a conduit en 2001 à la création de NOGAMU (National Organic Agricultural Movement of Uganda), le mouvement national ougandais d'agriculture biologique et, en 2004, à la mise en place d'un programme national de certification et d'une agence nationale de certification (UgoCert). Avec le soutien du PNUE et de la CNUCED, l'IFOAM a coordonné le projet OSEA (Organic Standards in East Africa) qui a produit un label biologique est-africain (East African Organic Mark - EAOM ou Kilimohai Mark).

La certification est également possible via un Système de garantie participatif. Mais l'Ouganda est aussi leader sur d'autres plans : des études ont en effet montré que 83 % de la population savent ce qu'est un produit bio et que 29 % connaissent le label EAOM. NOGAMU doit pourtant se battre pour trouver des circuits de commercialisation. Cela peut aller des petits « magasins bio de village » et des marchés locaux aux grands magasins et aux écoles. À Kabalagala, un quartier de Kampala, l'organisation dispose depuis 2006 d'un organic shop et récemment, un Organic Trade Point (OTP) a été lancé, un service en ligne proposant des informations de marché destinées aussi bien aux exploitants, aux négociants qu'aux organisations d'import-export.

Travail sur le terrain

Il reste également beaucoup à faire à la base. C'est pourquoi le TDC a, en 2010, approuvé un projet triennal soutenant trois associations de producteurs, actives dans trois régions du nord et de l'est de l'Ouganda, dans leur transition vers une culture biologique, le processus de certification et la mise en relation avec les grossistes.

A son terme, NOGAMU a évalué le projet : « La réaction des producteurs fut impressionnante. Au total, 8 700 producteurs ont été enregistrés auprès de leurs associations, soit beaucoup plus que prévu. Qui plus est, leurs mangues, leur sésame, leur café et leurs piments se sont écoulés aisément

vers les grossistes en produits bio. Des freins demeurent toutefois, en l'occurrence les connaissances limitées et le manque de ressources pour le préfinancement de la récolte. » Pour faire face à ces problèmes, NOGAMU a introduit un projet de suivi auprès du TDC. Le but est de dispenser à ces mêmes groupes des formations ciblées portant sur la gestion et la planification logistique. Plusieurs initiatives visent également à offrir une plus grande valeur ajoutée aux producteurs, comme le séchage et la transformation des fruits et légumes.

Enfin, Nogamu et le TDC souhaitent aussi renforcer les associations pour faire face aux conséquences du réchauffement climatique. L'Ouganda est dans une large mesure confronté à un décalage des saisons, à de plus longues périodes de sécheresse et à des précipitations irrégulières. C'est pourquoi des pratiques culturelles adaptées et la protection des ressources naturelles revêtent une importance vitale.

Pour le TDC, le commerce équitable et durable est une arme puissante dans la lutte contre la pauvreté et pour le développement durable. Ces quatre récits différents en sont la preuve. Ils montrent en outre que le passage à la culture biologique n'est pas uniquement et nécessairement une affaire d'exportations, comme on le pense souvent. Dans le Sud aussi, il existe une prise de conscience croissante concernant la qualité des denrées alimentaires et des organisations comme KIWATA, Ecolink, AOPEB et NOGAMU déploient des efforts considérables pour ouvrir leur marché intérieur aux produits biologiques.



E.R.: Carl Michiels, CTB, Rue Haute 147, 1000 Bruxelles

De petits producteurs de mangues de la province ougandaise de Namulumba échantent avec les membres du personnel de Nogamu © Nogamu

Les opinions exposées dans cet article ne représentent pas forcément celles de la CTB ou de la Coopération belge au Développement.



CTB TRADE FOR DEVELOPMENT

WWW.BEFAIR.BE

**LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be**



2015 Année européenne pour le développement

Sources:

Demandes de projet, évaluations et rapports auprès du Trade for Development Centre.
Eindelijk aandacht voor ecologische landbouw?, Jo Dalemans, avril 2015, article publié sur www.mo.be.
IFOAM, Rapport annuel 2014, www.ifoam.bio.
KIWATA : www.rucodia.org/index.php/ginger-and-beans-madaba.
ECOLINK : www.ecolink.com.vn.
AOPEB : www.aopeb.org.
NOGAMU : www.nogamu.org.ug.
OSEA : www.ifoam.org/en/osea-ii-project (avec un lien vers les études *Consumer Survey of Attitudes and Preferences Towards Organic Products in East Africa*, IFOAM, juillet 2013 et *Impacts associated with the Uptake of Organic Agriculture in East Africa*, IFOAM)